

SOCIÉTÉ • LES DÉBATS SUR L'ÉDUCATION

## Baisse des effectifs scolaires : « Cette logique comptable ultralibérale est à l'opposé d'une école publique de qualité pour tous, partout sur le territoire »

### TRIBUNE

#### Yannick Trigance

secrétaire national du Parti socialiste école/collège/lycée, conseiller régional d'Ile-de-France

La publication d'un rapport des inspections générales, qui propose des mesures d'économies à la faveur des baisses futures d'effectifs scolaires, résonne comme une « provocation » à l'heure où l'école a tant besoin de moyens, alerte, dans une tribune au « Monde », Yannick Trigance, chargé des questions scolaires au Parti socialiste.

Publié hier à 06h00 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

📖 Cette tribune paraît dans « *Le Monde de l'éducation* ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire [en suivant ce lien](#).

La France fait partie des pays de l'OCDE qui ont le plus d'élèves par classe – un tiers des écoles primaires ont plus de 25 élèves par classe, la moyenne des collèges étant à 25/26 élèves et celle des lycées à 29/30 élèves. Dans ce contexte, le récent rapport des inspections générales commandé par Matignon en 2023, publié à l'aube de la préparation du budget 2025, sonne comme une véritable provocation. Mais surtout, il s'engouffre dans la politique éducative ultralibérale mise en place depuis 2017, politique qui démantèle chaque année un peu plus notre école publique.

**Lire aussi | [Face à la baisse du nombre d'élèves, les scénarios des inspections générales pour supprimer des postes d'enseignants et fermer des classes](#)**

Profitant de la baisse de la démographie scolaire pour justifier une réduction des moyens d'enseignement, les auteurs de ce rapport apportent de l'eau au moulin des discours gouvernementaux qui ne cessent d'alerter sur la nécessité de « *réduire les déficits publics* ».

### Logique de la calcullette

Sous le motif fallacieux d'une « *meilleure adéquation du nombre de classes au nombre d'élèves au sein de chaque école et de chaque établissement* », cette logique comptable ultralibérale, à l'opposé d'une école publique de qualité pour tous, partout sur le territoire, affiche clairement un objectif d'« *optimisation* », que les auteurs du rapport déclinent selon trois axes.

- Une chasse aux effectifs « *trop réduits* » par rapport à la moyenne nationale qui se traduirait par la fermeture de 600 classes en primaire, entre 1 000 et 1 450 classes au collège et par la suppression

de 1 380 à 1 820 équivalents temps plein (ETP) en lycées, qui conduirait à « *une réduction de l'offre d'options ou d'enseignements de spécialité et à une réduction des dédoublements de classe* ».

- Un relèvement des seuils des dédoublements de classes en éducation prioritaire REP et REP + allant de 13 jusqu'à 17 élèves par classe – actuellement à 12 élèves –, mesure qui permettrait de fermer de 117 à 2 359 classes.
- Une révision du maillage territorial pudiquement définie et justifiée comme « *une meilleure adéquation territoriale du nombre d'écoles et d'établissements au nombre d'élèves... en prenant en compte le temps de trajet d'un élève à son établissement* », scénario qui permettrait la fermeture de 1 925 écoles – soit 4 % des écoles – et la suppression de 4 927 ETP en primaire et 800 en collèges, soit la fermeture de 33 établissements.

Cette logique de la calculatrice, déshumanisée et totalement déconnectée de la réalité quotidienne des établissements scolaires, s'inscrit dans une orientation à rebours d'une école publique de qualité pour tous, partout sur le territoire de la République.

## Aggravation d'une fracture territoriale

La démocratisation de la réussite, le droit à une école publique qui accueille tous les élèves dans les meilleures conditions d'apprentissage possibles nécessite en réalité un projet et une politique à l'opposé de cette « *rationalisation de la répartition des moyens de l'enseignement scolaire sur le territoire* » prônée dans ce rapport qui, convenons-en, tombe à point nommé pour le nouveau premier ministre et son prochain gouvernement.

**Lire aussi :** [« La baisse de la démographie scolaire doit profiter aux élèves et aux enseignants, pas à Bercy »](#)

La baisse démographique durable annoncée tant dans le premier que dans le second degré devrait d'abord et avant tout être mise à profit pour abaisser les effectifs des classes à 19 élèves dans le premier degré sans supprimer de postes. Elle permettrait ainsi d'améliorer les taux d'encadrement pour mieux lutter contre la difficulté scolaire et permettre alors aux enseignants d'adapter leur pédagogie en personnalisant davantage les temps d'apprentissage.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Les conditions de travail des équipes éducatives, aujourd'hui submergées face à des situations scolaires, familiales et sociales de plus en plus complexes, s'en trouveraient grandement améliorées au bénéfice premier de leurs élèves.

Et si les dédoublements de classes n'ont pas fait leurs preuves – formidable désaveu de la politique éducative macroniste mise en œuvre par Jean-Michel Blanquer –, il est encore temps de revenir au dispositif « *plus de maîtres que de classes* » mis en place en 2012 par l'ancien ministre de l'éducation nationale Vincent Peillon (2012-2014), dispositif plébiscité par les équipes pédagogiques et supprimé en 2017 dès l'élection d'Emmanuel Macron...

Quant à la « *révision du maillage territorial* », elle n'aurait d'autre conséquence que l'aggravation d'une fracture territoriale qui chaque jour, au grand désarroi des élus, éloigne un peu plus nos concitoyens de l'accès à nos services publics, générant alors un sentiment légitime de mépris et d'abandon, carburant essentiel du vote extrémiste.

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Quelques jours après le terrible aveu d'une ministre de l'éducation nationale démissionnaire indiquant qu'à ce stade le projet budgétaire adressé par Matignon « *ne répondait pas à l'ensemble des besoins de son ministère* », ce rapport des inspections générales constitue une véritable provocation et surtout une menace dans la perspective d'un gouvernement de droite aux affaires. Un gouvernement pour qui l'école de la République constitue d'abord et avant tout un fardeau budgétaire plutôt qu'un investissement dans l'avenir de notre jeunesse, donc de notre pays.

**Yannick Trigance** (secrétaire national du Parti socialiste école/collège/lycée, conseiller régional d'Ile-de-France)

---

## Le Monde Ateliers

Découvrir

### Cours du soir

Elections américaines 2024 avec Alain Frachon et Gilles Paris

### Cours du soir

Comment regarder les impressionnistes ?

### Cours en ligne

De l'animation d'une réunion à la préparation d'un discours, apprendre à parler en public

Voir plus

---

## Partenaires